



51628



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Distr. : GENERALE
E/ECA/CM.13/9/Summary
20 mars 1987
FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Huitième réunion du Comité technique
préparatoire plénier

Addis-Abeba (Ethiopie)
13 - 20 avril 1987

Point 6 de l'ordre du jour provisoire*

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Vingt-deuxième session de la Commission/
treizième réunion de la Conférence
des ministres

Addis-Abeba (Ethiopie)
23 - 27 avril 1987

Point 5 de l'ordre du jour provisoire**

**RAPPORT SUR L'EXECUTION DU PLAN D'ACTION DE LA CONFERENCE MONDIALE
SUR LA REFORME AGRAIRE ET LE DEVELOPPEMENT RURAL EN AFRIQUE
DE L'EST ET EN AFRIQUE AUSTRALE**

Résumé

* E/ECA/TPCW.8/1.
** E/ECA/CM.13/1.

1. La Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural (CMRADR), tenue à Rome du 12 au 20 juillet 1979, a adopté une déclaration de principe et un programme d'action sur le développement rural. Le thème central de la CMRADR était l'élimination de la pauvreté dans les zones rurales, l'amélioration de la nutrition, l'éducation et la santé, la redistribution du pouvoir économique et politique et le renforcement de la participation de la population aux décisions concernant son existence.

2. Pour atteindre ces objectifs, les gouvernements se sont engagés à faire leurs principes de la CMRADR et à prendre les mesures suivantes :

- i) Promouvoir la participation de la population et des institutions rurales;
- ii) Entreprendre des réformes structurelles; et
- iii) Accroître les ressources consacrées au secteur agricole.

3. Ce document évalue la mesure dans laquelle les gouvernements de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe se sont acquittés de cette tâche.

4. Il révèle également à quel point les efforts, déployés pour alléger et si possible éliminer la pauvreté endémique dans les zones rurales ainsi que l'iniquité existant entre les zones rurales et les zones urbaines, diffèrent d'un gouvernement à l'autre.

5. On est devenu de plus en plus conscient de ce problème et plus déterminé à éliminer le déséquilibre entre les revenus des zones rurales et ceux des zones urbaines, et à améliorer le niveau de vie. Certains pays ont accordé dans leurs plans nationaux une priorité élevée au développement de l'agriculture et à l'élimination de la pauvreté dans les zones rurales. Au niveau du continent, l'adoption en 1980 du Plan d'action de Lagos et, plus récemment, du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990, illustrent la volonté collective des pays africains de triompher des problèmes du sous-développement. D'autres efforts allant dans le même sens sont déployés au niveau sous-régional par la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe, la Zone d'échanges préférentiels, la CEA et d'autres organisations internationales concernées.

6. Cependant, ces efforts ont échoué contre des obstacles de taille, tels que les conditions naturelles défavorables, le climat économique international, les problèmes structurels chroniques et les mesures peu appropriées prises dans chaque pays qui ont entravé le développement du secteur agricole.

Accès à la terre, à l'eau et aux ressources naturelles

7. La propriété terrienne et les relations de production ont toujours obéi au régime coutumier; cependant, les systèmes traditionnels ne pourraient pas résister à la pression démographique, aux nouvelles méthodes commerciales, aux besoins du développement et à la menace grandissante de la dégradation de l'environnement. Le document révèle que des problèmes non négligeables comme le fait de ne pas avoir de terre, ou ceux de l'occupation des terres et de stagnation de la productivité agricole ont surgi, chaque fois qu'il y a eu acquisition privée des propriétés.

8. Néanmoins, ces dernières années, un certain nombre de pays de la sous-région ont adopté des réformes pour faciliter l'accès à la terre et à l'eau, et renforcer le développement du secteur agricole et l'équité dans la distribution des revenus. Si certains pays ont pris des mesures radicales, d'autres ont opté pour des réformes progressives. D'une manière générale, les réformes adoptées ont porté sur la nationalisation et la distribution des terres aux agriculteurs, la création de fermes d'Etat, la promotion des coopératives et des fermes collectives, l'occupation des terres disponibles, l'amélioration des relations entre propriétaires et cultivateurs à bail et le remembrement des exploitations agricoles.

La participation des populations

9. Aussi bien les gouvernements que les donateurs ont reconnu depuis quelques années la nécessité de faire participer la population aux activités de développement. Les gouvernements de la sous-région ont pris des mesures visant à promouvoir les organisations et les institutions populaires et à décentraliser la prise de décision, le but étant d'assurer la participation des bénéficiaires à la planification, l'exécution et l'évaluation des programmes de développement. De façon générale on accorde de plus en plus d'intérêt à l'approche "à partir de la base" de la planification mais, dans la pratique, la participation des collectivités et la démocratisation du pouvoir sont encore peu courantes. Il existe encore un décalage entre le discours officiel et les actions concrètes.

Accès aux facteurs de production, aux marchés et aux services de crédit

10. On a constaté que dans de nombreux pays de la sous-région, la productivité agricole est entravée par la faiblesse du système de fourniture des facteurs de production, l'inefficacité des méthodes de commercialisation, l'absence d'ensembles de facteurs de production plus efficaces dont ont besoin les petits exploitants agricoles, l'insuffisance des circuits de distribution, le manque de crédit institutionnel et l'absence de systèmes d'incitation pour encourager les petits exploitants agricoles à fournir davantage d'efforts.

11. Il convient de signaler également que dans de nombreux pays en développement, les petits agriculteurs et particulièrement les femmes ne bénéficient pas des progrès réalisés dans le domaine de la production agricole. Par ailleurs, les méthodes technologiques qui répondent le mieux aux conditions écologiques, aux structures socio-économiques et au système de production de la sous-région ne sont pas disponibles. Il va sans dire que les liens entre la recherche, la vulgarisation et l'agriculteur sont importants dans le développement de technologies répondant aux besoins des petits agriculteurs (hommes et femmes), mais les efforts déployés pour consolider ces liens sont contrariés par le manque de main-d'oeuvre et de ressources.

12. Les institutions de crédit ne sont pas organisées, et leurs activités sont fragmentaires et se chevauchent. Les crédits accordés par ces institutions aux agriculteurs ne sont pas seulement limités mais sont généralement des prêts à court terme et ne permettent guère de faire des investissements à long terme.

13. Quant à la commercialisation, organisée par des organismes para-étatiques ou des offices de commercialisation, elle s'est révélée inefficace, du fait d'une gestion peu rationnelle et des problèmes de liquidité. Dans de nombreux cas, les opérations des organismes para-étatiques sont largement tributaires des subventions accordées par le trésor public. Pour ce qui est des prix des produits agricoles, la tendance générale a été de motiver davantage les producteurs en augmentant les prix. Bien des gouvernements contrôlent les prix des produits agricoles par l'intermédiaire des organisations para-étatiques et des offices de commercialisation qui ont le monopole des achats. Cependant, le fait d'avoir échoué à suivre et indexer systématiquement ces prix sur des coûts en constante augmentation, à tenir compte de l'élément "incitation" et à faire en sorte qu'il y ait des différences de prix qui s'imposent entre les récoltes, a été à l'origine des marchés parallèles.

Intégration des femmes au développement

14. En Afrique de l'Est et en Afrique australe, les femmes représentent la grande majorité de la main-d'oeuvre nécessaire à la production alimentaire (dans les pays d'Afrique australe, la part des femmes dans la production agricole est de 60 à 80 p. 100). Mais, en dépit de la compréhension croissante et de l'appréciation du rôle et des problèmes de la femme, les efforts déployés pour développer les zones rurales ne tiennent toujours pas compte de la femme en tant que productrice de denrées alimentaires.

15. Les intérêts des femmes ont été mieux défendus dans le domaine socio-politique que dans celui de l'économie. Un meilleur accès des femmes aux ressources, aux services d'appui et à la formation, et leur participation à l'ensemble des activités sont la condition préalable à leur participation effective au développement et au renforcement de leur rôle dans le processus de prise de décision, notamment au niveau des collectivités.

Education, santé et nutrition

16. Depuis l'indépendance, les pays africains ont accordé la priorité au développement des services d'enseignement et de santé, et de grands progrès ont été enregistrés dans ce domaine. La plupart des pays ont fait de l'éducation, et de la santé pour tous la priorité et le but de leurs politiques nationales en matière d'éducation et de services sociaux. La réorientation de l'enseignement du type théorique classique vers la formation pratique et professionnelle est manifeste. L'accent a été mis sur l'éducation pour l'autosuffisance et le développement. Toutefois, quels que soient les efforts déployés par les gouvernements pour étendre à la campagne la construction d'installations d'éducation et de santé, leur répartition reste encore en faveur des zones urbaines. Bien qu'ils se soient énormément améliorés, le niveau global d'éducation et les conditions de santé laissent encore à désirer si on les compare à ceux d'autres pays en développement. La mortalité infantile, la mortalité liée à la maternité et la morbidité sont très élevées, et les problèmes de nutrition sont encore aigus. Entre 1979/81 et 1984, l'apport énergétique alimentaire par habitant a chuté dans 10 des 15 pays sur lesquels des informations sont disponibles. Dans six pays, l'apport énergétique alimentaire quotidien était inférieur à 95 p. 100 de la moyenne requise.

Activités non agricoles

17. Il est important de diversifier les activités rurales si l'on veut bâtir une économie rurale dynamique et forte. La population rurale croissante doit trouver du travail non seulement dans le secteur agricole, mais également dans les industries rurales fondées sur l'agriculture et dans d'autres activités non agricoles comme le commerce. Il est vital, pour promouvoir les activités non agricoles, de mettre sur pied des systèmes d'incitation tels que le dégrèvement fiscal, un meilleur accès aux matières premières, des facilités de crédit et de commercialisation et la formation. Les programmes concernant les travaux ruraux intensifs, tels que la lutte contre l'érosion du sol, la construction de barrages, les systèmes d'irrigation, l'afforestation et la reforestation, constituent d'autres activités non agricoles. Celles-ci, non seulement fourniront des emplois dans les zones rurales mais permettront également de créer des centres de formation et de perfectionnement pour la population rurale. L'étude menée à ce sujet révèle que les efforts déployés dans ces domaines sont encore très timides dans la sous-région considérée.

Activités de soutien menées par les organismes internationaux en faveur de la CMRADR

18. A la suite de la CMRADR, les organismes internationaux ont pris des mesures pour harmoniser leurs programmes d'action et leurs stratégies avec celles de la CMRADR, et grâce aux missions conjointes d'exécutif CMRADR/organismes, ils ont assisté les gouvernements dans la formation de leurs programmes et stratégies de développement rural, conformément aux principes et aux stratégies de la CMRADR. Les programmes relatifs à l'élimination de la pauvreté et à la participation de la population ont bénéficié d'une attention soutenue. Les donateurs et les organismes de développement se sont également préoccupés des besoins et des problèmes spécifiques des femmes qui sont actuellement les bénéficiaires de la majorité des différents programmes financés par les donateurs.

Contraintes relevées

19. L'exécution des programmes d'action de la CMRADR a révélé un nombre de contraintes dont les plus importantes sont :

- i) Le manque de stratégies de développement rural bien définies et articulées;
- ii) Le manque de coordination des activités des organismes de développement rural;
- iii) L'absence de mécanismes de suivi et d'évaluation;
- iv) Le manque de coordination des activités des organismes d'aide au développement;
- v) L'inefficacité de la gestion des organisations para-étatiques et d'autres organisations chargées du développement rural;

- vi) Le manque de prise de conscience du rôle de la femme;
- vii) Le manque de main-d'oeuvre; et
- viii) Le manque de données statistiques nécessaires à la planification, à la détermination de l'incidence de la pauvreté et du rôle de la femme dans le développement du secteur agricole et alimentaire.

Conclusion et recommandations

20. L'exécution des programmes de la CMRADR a été sérieusement entravée par les problèmes que les pays concernés ont connus au début des années 80. En dépit des différents problèmes rencontrés, des progrès importants ont été réalisés dans des domaines tels que l'éducation, la santé, l'accès à la terre, l'intégration de la femme au développement, etc.. Les gouvernements de la sous-région ont à plusieurs reprises exprimé leur détermination à éliminer la pauvreté et réduire l'écart entre les revenus des zones urbaines et ceux des zones rurales. Cependant, malgré les efforts déployés dans ce sens par les gouvernements, la situation demeure précaire et le gros du travail reste à faire. Triompher de la pauvreté qui sévit dans les zones rurales, conformément aux programmes de la CMRADR, nécessite que l'attention de toutes les parties intéressées, à savoir les gouvernements et la communauté internationale, porte sur l'élimination des contraintes susmentionnées.